



Monsieur le Ministre,

En ce début d'année, les personnels qui sont engagés au quotidien, bien au-delà de ce qui serait normal pour faire fonctionner le service public d'éducation sont fatigués et en colère. Une nouvelle fois, des modifications importantes des conditions du protocole sanitaire ont été dévoilées d'abord à la presse. A moins de 24h de la rentrée, nous avons découvert sous le bandeau « exclusif » du Parisien vos premiers mots, sans pouvoir prendre connaissance immédiatement des mesures pour la rentrée puisque l'article était payant et qu'il n'y a pas eu d'envoi direct immédiat à tous les personnels. Encore une fois, la communication médiatique prend le pas sur la communication à destination des personnels de l'Éducation. Ce n'est pas la première fois que vous agissez ainsi depuis le début de la crise sanitaire. Ce mode de fonctionnement n'est pas respectueux des personnels : il met sous tension tout le système éducatif, les personnels courent après les différentes sources d'informations et sont confrontés aux très nombreuses questions des familles, sans pouvoir y répondre. Et ce n'est pas l'argument de coller au plus près des chiffres épidémiques qui peuvent convaincre familles et personnels du bien-fondé de cette méthode alors que les modélisations sont connues depuis des semaines. Enfin, ce mode de communication envoie le signe, inacceptable, d'une forme de relégation des préoccupations des personnels qui passent alors après des impératifs de communication politique. Les premières étant pourtant bien plus essentielles à l'École que les seconds.

Les discours qui s'adressent plus à la population générale qu'aux agents ajoutent à cette fatigue et cette colère. Vous affirmez sans cesse être le ministre de l' « Ecole ouverte ». Cette expression est devenue votre première et souvent unique réponse aux nombreuses interpellations, en particulier les nôtres, vous demandant des moyens et des protections pour les personnels dans les écoles et établissements scolaires, avec un protocole viable, adapté à la réalité et permettant ainsi de tenir dans la durée. Cette réponse nie les vraies questions et les vrais problèmes que nous posons et elle jette l'opprobre sur les personnels et les organisations syndicales, soupçonnés de vouloir fermer les écoles, collèges et lycées, face à un ministre déterminé, lui, à les garder ouverts.

La répétition de ce discours, déconnecté des réalités que vivent nos collègues, est insupportable, alors même que depuis 20 mois, les personnels portent à bout de bras le service public d'Éducation.

Le fonctionnement de notre système éducatif en période de crise sanitaire mérite autre chose que ce débat binaire « école ouverte/fermé » que vous entretenez. Faut-il alors, encore une fois répéter notre volonté que l'École reste ouverte alimentant un débat qui, pour les professionnels de l'Éducation et nos organisations n'a pas lieu d'être ?

Nous réaffirmons surtout que nos écoles, collèges et lycées doivent avoir les moyens de fonctionner – en particulier par la création de postes en ayant recours aux listes complémentaires –, avec des conditions d'études et de travail respectueuses des élèves et des personnels et bénéficier d'une politiques de protection et de prévention à la hauteur des enjeux sanitaires, scolaires et sociaux.

A Paris, le 6 janvier 2022